

## Sommaire

Introduction — 7

**I.** « Technofascisme » à la française — 19

**II.** Troubles dans la technocritique — 85

**III.** Pour une critique émancipatrice des technologies et une « démocratie technique » — 139

## Introduction

*« Les régimes fascistes fonctionnent, en somme, comme ces colles faites de deux produits, d'une part une résine et d'autre part un durcisseur, qu'il faut mélanger : le dynamisme fasciste et l'ordre conservateur, soudés par une détestation commune pour le libéralisme, et animés d'une volonté d'employer tous les moyens, sans exclusive, pour détruire leurs ennemis communs. »*

*Robert O. Paxton<sup>1</sup>*

La scène a fait les gros titres pendant quelques jours : le 11 février 2025, au Sommet pour l'action sur l'IA organisé par la France, le tout-Paris et les dirigeant-es du monde rassemblé-es écoutent le vice-président étasunien J.D. Vance en fixer la doctrine<sup>2</sup>. Le message est clair : non seulement l'intelligence artificielle (IA) est une opportunité, mais tout ce qui concourt à en freiner le développement doit sortir de l'Histoire. À commencer par les régulations du numérique en vigueur sur le Vieux Continent, directement visées. Les chroniques du sommet

---

1. Robert O. Paxton, *Le fascisme en action*, Seuil, 2004, p. 250.

2. Cette doctrine a un nom : *Winning the Race : AMERICA'S AI ACTION*

*PLAN* (« Gagner la course, le plan de l'Amérique pour l'IA »). Elle est publiée en juillet 2025 sur le site de la Maison Blanche.

## La sommation technologique

font état d'une forme de pétrification devant cette sommation à l'alignement, formulée dans les codes d'un théâtre diplomatique où la puissance ne prend plus de pincettes. Quelques semaines plus tôt, le président des États-Unis fraîchement réélu, Donald Trump, signait un décret visant à empêcher les États fédérés de réguler l'intelligence artificielle à leur niveau. Traduction : lâcher les chevaux du business et piétiner la réalité du dérèglement climatique. La veille, le président français Emmanuel Macron lançait, de son côté, la troisième étape de sa stratégie nationale sur l'IA avec cette annonce, mirobolante, de 109 milliards d'euros (pour l'essentiel des fonds privés) destinés aux nouveaux centres de données dans l'Hexagone. L'argent magique, enfin, en pleine période d'austérité.

Il y a quelque chose de trop commode à ouvrir ce livre sur ce choc de puissances. L'IA y apparaît comme le nœud des rivalités géopolitiques, relançant une logique de course au parfum de <sup>xx</sup>e siècle. Mais cette dramaturgie tend à surjouer la confrontation et à minimiser l'essentiel : l'accord de fond. Tout ce petit monde reste aligné sur la même finalité : la numérisation de tout, quoi qu'il en coûte. Or c'est bien là le problème. Car ces technologies ne viennent pas réparer un monde en crise : elles accélèrent les catastrophes. Elles approfondissent l'extractivisme, militarisent les rivalités géopolitiques et fournissent aux pouvoirs autoritaires des instruments sans précédent de surveillance et de mise au pas des peuples. Les stratèges bellicistes rêvent même d'automatiser la guerre : les théâtres d'opération du Moyen-Orient en constituent déjà, sous nos yeux, le laboratoire mortifère.

En Europe, la dénonciation de la « colonisation » technologique étasunienne occupe le devant de la scène. Elle n'a rien de neuf, diront celles et ceux qui

alertent depuis longtemps dans l'indifférence générale et dont les mises en garde sont tardivement rattrapées par le débat public, à mesure que se banalisent les sorties racistes et autoritaires de Donald Trump, d'Elon Musk (SpaceX, Tesla), de Peter Thiel (Palantir) et de leurs affidés fascisés. Mais cette focalisation a un effet pervers : elle laisse croire que le problème viendrait d'ailleurs. S'il faut nommer la dérive étasunienne, il importe tout autant de se préparer à la vague qui déferle maintenant sur nos côtes, où la même tentation technoréactionnaire prend racine : elle n'a pas encore son plein régime mais elle a déjà ses relais, de l'extrême centre à l'extrême droite. D'abord dans le champ des idées, où se déversent à intervalle régulier rapports et interventions qui reconduisent une promesse désormais routinière : l'IA comme solution générique à la compétitivité et à l'amélioration du service public ou, plutôt, comme auxiliaire discret de sa privatisation. Il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter n'importe quel discours des membres des gouvernements récents. Celui de Gabriel Attal en 2024, par exemple, où le terme « simplification » revient à vingt-quatre reprises pour qualifier l'introduction de l'IA dans l'administration, en fournit une illustration claire<sup>1</sup>. Sur un autre plan, ces mêmes technologies servent désormais de vecteur à des doctrines policières centrées sur la surveillance et, dans leurs versions les plus maximalistes, à la traque des ennemis intérieurs. Aux États-Unis, les agents de la police de l'immigration, l'ICE, qui utilisent quotidiennement la reconnaissance faciale

---

1. Gabriel Attal, « Transformer l'État : débureaucratiser, simplifier, mettre l'IA au service des Français », déclaration à l'issue d'un comité interministériel à la transformation

publique, Sceaux (Hauts-de-Seine), 23 avril 2024, [info.gouv.fr](https://info.gouv.fr) (consulté le 26 janvier 2026).

## La sommation technologique

dans la rue avec leur mobile, attestent la réalité de ce cauchemar. En France, de tels moyens techniques sont déjà disponibles et utilisés par les forces de l'ordre, illégalement<sup>1</sup>.

Cette tentation réactionnaire s'exprime ensuite dans les sphères financières françaises, à la faveur d'une mutation progressive du capitalisme vers une nouvelle phase de libertarianisme autoritaire hostile à la démocratie, qui soutient cette marche à l'abîme. De nouveaux acteurs, capital-risqueurs et patrons de fonds d'investissement privés, soutiennent le secteur de la « tech » et, dans le même mouvement, un ordre social rétrograde. La vulgate du « Village global » semble irréversiblement périmée. L'Internet des années 2000, ses blogs et ses élans émancipateurs suscitent désormais une nostalgie crépusculaire. On peut certes s'étonner du violent revers pris par ce « numérique », dont on a pu croire – un peu naïvement, certes – qu'il constituait une traduction matérielle des promesses de transparence et d'administration rationnelle des démocraties libérales. Mais non, ces technologies, et cela n'a rien d'un paradoxe, s'articulent sans peine aux projets de restauration conservatrice. Nous assistons seulement à un énième reflux de ce phénomène qui, en d'autres temps, a pris le nom de « modernisme réactionnaire<sup>2</sup> ». Cette mouvance n'est bien sûr qu'une tendance située parmi d'autres : la tech n'est pas un bloc idéologique homogène. Il faudra donc se demander qui sont ces acteurs et par quels canaux ils prennent pied sur le territoire français.

---

1. Voir Ariane Lavrilleux, Lionel Perrin et Camille Courcy, « La reconnaissance faciale déployée à grande échelle sur les téléphones des forces de l'ordre », Disclose, 16 mars 2026.

2. Jeffrey Herf, *Le modernisme réactionnaire. Haine de la raison et culte de la technologie aux sources du nazisme*, L'échappée, 2018.

Cette séquence s'inscrit dans un moment de bascule où l'ordre technologique est socialement contesté. On le sait depuis au moins les luttes ouvrières des premiers moments de l'industrialisation : les technologies reconfigurent les rapports sociaux et débouchent naturellement sur le politique. À l'heure où l'on parle de « technofascisme<sup>1</sup> » pour caractériser cette phase autoritaire que la Silicon Valley impose au monde, il convient de se remémorer les virulentes contestations d'où émergèrent en France, dans les années 1970, des critiques de « l'électro-fascisme » et des « nucléocrates »<sup>2</sup>. C'est que, derrière la promesse d'une puissance « dématérialisée », les systèmes d'aujourd'hui comme ceux d'hier reposent toujours sur les travaux forcés de la nature : extraction minière, surexploitation des populations vouées à leur assemblage, arraisonement des territoires qu'elles habitent puis, au bout du compte, la guerre pour les ressources.

Concernant l'IA, dernière péripétie de l'histoire longue de l'informatisation, ces constats sont relativement consensuels, en tout cas parmi celles et ceux qui n'ont pas cédé à l'enthousiasme de principe. Car les faits sont têtus : le bond à venir en matière de consommation électrique liée à la tech est colossal et incompatible avec les objectifs climatiques<sup>3</sup>. Et ce

---

1. Nastasia Hadjadj et Olivier Tesquet, *Apocalypse Nerds. Comment les techno-fascistes ont pris le pouvoir*, Divergences, 2025.

2. Philippe Roqueplo, *Penser la technique. Pour une démocratie concrète*, Seuil, 1981, p. 59. On notera que l'emploi de la formule intervient notamment en 1976, lorsqu'un camp improvisé de militant·es anti-nucléaires s'installe sur la commune de Mèpieu (Isère), à proximité du site du futur surgénératueur Superphénix. Parmi leurs revendications figure l'exigence d'un véritable débat démocratique sur

le projet. La mobilisation est réprimée par plusieurs centaines de CRS : quatre personnes sont blessées et conduites à l'hôpital de Bourgoin-Jallieu. Voir Marc Ambroise-Rendu, « Les manifestations de Creys-Malville (Isère). La police au secours du nucléaire », *Le Monde*, 13 juillet 1976.

3. The Shift Project, *Intelligence artificielle, données, calcul : quelles infrastructures dans un monde décarboné ?* [rapport], octobre 2025. D'après ce rapport, la demande d'électricité des data centers en Europe augmenterait fortement : d'environ 97 TWh en 2023,

## La sommation technologique

n'est pas tout : il faudrait aussi considérer les dégâts en amont et en aval, de la pression accrue sur les écosystèmes et la biodiversité à la consommation d'eau des centres de données pour le refroidissement, en passant par les pollutions locales et autres déchets électroniques. Le versant social n'est pas plus reluisant. Cette industrie repose sur l'exploitation, notamment dans les pays du Sud global, de centaines de millions de personnes pour la maintenance des systèmes d'intelligence artificielle, l'annotation des données d'entraînement, puis la modération pour les réseaux sociaux<sup>1</sup>. Sous la machine prétendument automatique, du travail humain, précaire et déconsidéré, n'en finit pas de s'amonceler.

Ce désastre écologique et social est amplement documenté. Il faut en prendre acte. Mais ce constat seul n'indique pas d'alternative opératoire : il laisse entière la difficulté, pour celles et ceux qui cherchent à lui opposer, en matière technologique, autre chose qu'un refus total souvent impuissant, ou qu'un accompagnement résigné. Car dans le camp dit « progressiste », celui qui s'oppose au fascisme et à son marchepied capitaliste, la question travaille depuis longtemps les stratégies politiques : faut-il freiner, débrancher, renoncer ou, au contraire, accélérer, miser sur la puissance technique pour dépasser le capitalisme lui-même ? Après avoir connu un succès auprès de certaines sphères intellectuelles dans les années 2010, cette dernière option, dite « accélérationniste », a fait long feu. Il y

---

elle atteindrait 165 à 200 TWh à l'horizon 2030, puis 290 à 369 TWh en 2035. En conséquence, leur part dans la consommation électrique totale pourrait passer d'environ 2,5 % aujourd'hui à près de 7,5 % en 2035.

**1.** Ce qu'ont montré une quantité importante d'enquêtes depuis bientôt une décennie. Voir l'ouvrage de référence : Antonio A. Casilli, *En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic*, Seuil, 2019.

était question, avançaient ses deux théoriciens, Nick Srnicek et Alex Williams, dans un manifeste éponyme, d'assumer la puissance technoscientifique du capitalisme pour la réorienter politiquement – non pas freiner la machine, mais s'en saisir afin d'arracher ses infrastructures à l'impératif du profit pour les mettre au service d'un horizon post-capitaliste. Constatant les contradictions béantes du néolibéralisme dans un monde en réchauffement accéléré, ils écrivaient alors : « la gauche doit tirer parti de toute avancée scientifique et technologique rendue possible par la société capitaliste<sup>1</sup> ». L'objectif semblait louable : libérer du temps, bâtir des infrastructures émancipatrices. Dès le début, les critiques ont toutefois été nombreuses et étayées : point de salut dans l'accélération<sup>2</sup>. Il faudrait surtout ajouter : aucune base sociale et populaire suffisante pour soutenir un tel projet. Dix ans plus tard, on peine à trouver la moindre responsabilité dans l'idée de parier sur la croissance illimitée des forces productives. L'accélérationnisme, lui, a changé de camp : capté par l'extrême droite, il ne désigne plus qu'une religion du

---

**1.** Alex Williams et Nick Srnicek, « Manifeste accélérationniste », traduit de l'anglais par Yves Citton, *Multitudes*, 2014/2, n° 56, p. 23-35 (en ligne : consulté le 26 janvier 2026). Manifeste où l'on retrouve cité Nick Land, blogueur et essayiste britannique, connu pour ses positions ouvertement anti-égalitaires et racistes, pour ses élaborations autour d'un « hyperracisme » et devenu une référence centrale de certains réseaux suprémacistes, au point de constituer, de fait, un relai idéologique pour des courants technofascistes.

**2.** Le politiste Maxime Ouellet montre bien que l'accélérationnisme se trompe en pensant que la technologie capitaliste est neutre et qu'il suffirait

de la « reprendre » pour faire du socialisme, alors que selon Marx (et a fortiori la tradition léniniste sur laquelle se fonde le manifeste) cette technologie est déjà construite pour la logique du capital (profit, contrôle du travail) et doit donc être transformée, pas seulement réaffectée. Voir Maxime Ouellet, « Marx et la critique de la technique : réflexions à partir des *Grundrisse* et du *Capital* », *Cahiers Société*, n° 2, décembre 2020, p. 23-43. On pourra également lire, dans un même registre, Nidal Taïbi, « Les angles morts de l'accélérationnisme “de gauche” », *Revue du Crieur*, La Découverte/Mediapart, 2020/1, n° 15, p. 153-159.

## La sommation technologique

progrès technique, sûre d'elle-même, indifférente à ses ravages et à ses coûts humains.

Une fois l'échec de la promesse enregistré, la question demeure entière : que peut le camp social pour recomposer une critique qui ne s'épuise pas en imprécations mais sache identifier des prises, et comment ? De ce point de vue, le « Manifeste accélérationniste » touchait un point sensible en demandant : peut-on encore se satisfaire de « petits espaces temporaires de relations sociales non capitalistes » ? L'action directe est-elle encore suffisante sur le long terme, hors de tout horizon institutionnel ? À certains égards, on peut convenir que oui : la France a vu apparaître ces dernières années un grand mouvement écologiste et populaire, Les Soulèvements de la Terre, dont les luttes sur le terrain peuvent payer<sup>1</sup>. Mais la bataille paraît encore déséquilibrée. Les infrastructures concernées par ces luttes, telles que les méga-bassines, sont locales et donc occupables. Le numérique, lui aussi, est territorialisé, mais cet ancrage est souvent dispersé et donc plus difficile à saisir politiquement. Le déploiement à marche forcée des centres de données suscite déjà des luttes locales très bienvenues, mais insuffisantes si l'on ne s'attaque pas aux choix structurels qui les rendent nécessaires et les légitiment<sup>2</sup>. Un front de contestation s'est aussi ouvert contre l'intelligence artificielle dans le monde du travail. Les professions les plus concernées par sa diffusion y sont les plus

---

**1.** Comme le montre bien un rapport de Terres de Lutttes, les luttes ne sont pas condamnées à l'échec : loin des seuls cas emblématiques, elles arrachent aussi des victoires locales bien réelles, au prix d'un patient travail d'ancrage et d'alliances. Voir Gaëtan Renaud, « Quand la lutte l'emporte. Une décennie de victoires

des luttes locales contre les grands projets imposés et polluants », Terres de Lutttes, décembre 2024.

**2.** Le groupe Le nuage était sous nos pieds, fondé en réaction à l'essor des centres de données, comptabilise en décembre 2025 une quinzaine de fronts de contestation contre leurs implantations locales.

actives : traducteur·rices, designers, enseignant·es, etc., craignent d'être « remplacé·es » ou simplement de voir leur travail dégradé. Je n'approfondirai pas le récit de ces mobilisations dans ce livre : elles sont documentées ailleurs, et j'entends plutôt déplacer l'analyse vers les conditions sociotechniques et politiques qui rendent possibles des prises collectives durables et non seulement réactives.

En outre, on ne pourra pas longtemps cacher l'éléphant dans la pièce. Au moment même où ces infrastructures et services numériques sont imposés, inoculés dans les interfaces, les Français·es font partie des utilisateur·rices les plus actif·ves de l'IA générative au niveau mondial<sup>1</sup>. Dans le travail, les modèles de langage bouleversent déjà nombre de métiers : ils déplacent les tâches, compriment les rythmes et remanient les rapports de pouvoir. On ne peut donc plus feindre de ne pas voir leur puissance sociale, ni les renvoyer au rang d'une mode appelée à passer<sup>2</sup>. Dans certaines villes, y compris écologistes, les centres de données sont accueillis avec une forme de fatalisme : il faut se plier à l'époque<sup>3</sup>. Ces infrastructures, qui hébergent des systèmes d'IA le plus souvent importés des États-Unis, constituent déjà une nouvelle interface d'accès au monde et l'on peut parier que même si le secteur

---

**1.** Martine Cardot, « Les Français sont dans le peloton de tête mondial des populations qui utilisent le plus ChatGPT et consorts : pourquoi la France surpasse largement les États-Unis, l'Allemagne, la Corée ou encore le Royaume-Uni dans ce classement », BFMBusiness, 17 janvier 2026.

**2.** Dans cette veine, Henrik Skaug Sætra critique la réduction des modèles de langage à de simples « perroquets stochastiques », c'est-à-dire à des machines qui recombinaient statistiquement le langage sans le

comprendre. Selon lui, cette minimisation fait perdre de vue leurs effets sociaux réels et retarde les réponses politiques qu'ils appellent. Henrik Skaug Sætra, « The Tyranny of the Stochastic Parrot : How AI Critique Became a Way to Not See What's Happening », preprint, 2026.

**3.** Nicolas Beublet, « "C'est le monde dans lequel on vit" : à Bordeaux, la mairie écologiste soutient un énorme projet de data center », Reporterre, 19 janvier 2026.

## La sommation technologique

devait traverser l'éclatement pressenti d'une bulle financière, les usages de ces systèmes d'IA sont en voie d'être complètement verrouillés. À ce titre, une partie de la critique « fonctionnaliste », fondée sur l'idée que de tels systèmes ne fonctionnent pas, est déjà hors jeu<sup>1</sup>.

C'est là une gageure pour les critiques du numérique, activistes et acteur·ices du microcosme intellectuel français qui s'intéressent au sujet. Au contact de différentes échéances électorales, les débats se sont focalisés sur une question simple mais historiquement embarrassante : qu'est-ce que la gauche doit faire des questions technologiques ? Comment penser conjointement l'acceptabilité sociale d'un projet de désengagement de certaines d'entre elles, tout en tenant compte du fait qu'elles peuvent être indispensables à la vie quotidienne ? Sans bien sûr évacuer le sujet de la dignité du travail et de ses conditions de réalisation ? Enfin, comment envisager les dépendances géopolitiques qui nous lient, à travers ces technologies, à des empires dont la prospérité repose sur le développement inégal et la division internationale du travail, sécurisés par des dispositifs militaires ? L'objectif de cet ouvrage est de proposer des réponses à ces épineuses questions. Elles seront forcément imparfaites et tâtonnantes, mais elles voudraient au moins stabiliser quelques lignes de force, assez consistantes pour rouvrir le débat. Au-delà même des rapports de force immé-

---

1. Le journaliste Philippe Vion-Dury distingue la critique fonctionnaliste, axée sur l'inefficacité des systèmes et le manque d'acceptabilité à les utiliser, de la critique normative (morale et éthique) fondée sur des conceptions de la justice, de la vie bonne et de l'autonomie. Cette dernière ouvre la voie à une prise de conscience des

aliénations produites par la technologie tout en cultivant, espère-t-il, « le goût du combat pour le projet d'une société humaine et décente ». Voir Philippe Vion-Dury, *La nouvelle servitude volontaire. Enquête sur le projet politique de la Silicon Valley*, Limoges, FYP Éditions, 2016, p. 241-252.

diats, on voudrait énoncer une hypothèse directrice difficilement contournable : l'avenir ne pourra se jouer que dans une maîtrise démocratique de la conception technologique. Cette maîtrise devra être orientée vers une double exigence : réduire ce qui doit l'être et assigner le reste à des finalités sociales explicitement délibérées. Par quelles institutions, quels contre-pouvoirs et quelles formes de propriété reprendre la main sur les choix techniques ? Les réponses se situent d'emblée sur plusieurs terrains : le champ syndical dans le monde du travail, les services publics et les collectivités pour instruire la discussion sur les usages et les besoins, le droit de ne pas numériser, ou de dénumériser certaines activités. Enfin, la socialisation sous contrôle démocratique des infrastructures qui ne peuvent être abandonnées ni au marché ni aux appareils autoritaires. C'est à l'exploration de ces pistes qu'est consacrée la troisième partie de ce livre.

Pour arriver à cette fin, il faut se livrer à un exercice intermédiaire, sans doute plus ingrat. Celui-ci demande que je me situe en tant que chercheur et, plus explicitement dans ces pages, essayiste contribuant aux débats sur le numérique. Il serait trop confortable de feindre une position surplombante vis-à-vis de ce champ auquel j'appartiens. J'assume donc ici ce que cette situation commande : une critique interne à la technocritique, objet du deuxième chapitre. Celle-ci vise certains mouvements contemporains ou historiquement structurants, à l'intérieur d'un courant certes minoritaire, mais politiquement influent à gauche – parce qu'il contribue à définir des idées, des répertoires d'action et des pistes militantes. Ces critiques constituent souvent une réponse intellectuelle et stratégique à la vague brune qui vient, ou, de façon plus générale, aux problèmes posés par la technologie elle-même.

## **La sommation technologique**

Précisément pour cette raison, il importe d'en examiner les apories, non pas pour disqualifier celles et ceux qui y contribuent, mais pour éviter qu'elles ne deviennent des angles morts et des vulnérabilités stratégiques, voire, dans certains cas, des portes entrouvertes à la récupération ou à des nostalgies qui finissent par miner l'horizon d'émancipation qu'elles prétendent défendre. Informées par différents ancrages théoriques, ces critiques sont d'au moins deux ordres : d'un côté, celles qui font de la rupture avec la modernité industrielle l'horizon implicite, de l'autre, des approches qui, face à l'IA, privilégient l'arrêt ou le moratoire comme unique solution, sans remettre en cause l'ordre capitaliste qui la programme et la finance. Cette démarche n'est pas un luxe théorique : c'est un passage obligé pour rendre la critique plus robuste et ouvrir des stratégies d'alliance qui augmentent la capacité collective à peser pour un avenir commun.